

## DEBAT NATIONAL

4 FEVRIER 2019 - ARGELES SUR MER

### Thématiques :

- la fiscalité et les dépenses publiques
- l'organisation de l'Etat et des services publics

### RETRAITES

- Depuis 5 ans, les retraites sont bloquées, mais pas les prélèvements. Augmentation de la C.S.G. (Contribution sociale généralisée), de l'électricité, du gaz... ainsi que les augmentations des prix de marque (pour favoriser les producteurs) On voit des gens faire les poubelles et les fins de marché parce qu'ils y sont économiquement contraints.

- L'inflation, depuis 19 ans, est considérable ; la CSG n'arrange pas les choses.

La retraite doit s'élever au minimum à 1 200 euros.

- Fusion des caisses de retraite complémentaires
- On veut faire travailler les vieux plus longtemps et on n'embauche pas de jeunes pour autant. Il serait souhaitable qu'avant de partir en retraite, un ancien puisse passer la main à un jeune. Il faut donner des moyens à la formation pour que des jeunes puissent être qualifiés. Développer formation et apprentissage.
- Il faut plafonner les prix des maisons de retraite et embaucher du personnel formé pour ces établissements.

### FISCALITE

- Il faut remettre à plat la fiscalité. Il existe plus de 400 niches fiscales. On doit en diminuer le nombre et ne maintenir que peu d'entre elles.

Il faut également réduire le nombre d'agences de toutes sortes, beaucoup trop nombreuses et qui coûtent fort cher.

- Il faut mettre à plat la fiscalité locale, plus de transparence et notamment supprimer la taxe d'habitation. Il faut nous intéresser aux gisements en terme de fiscalité. La fraude fiscale et sociale (entre 50 et 80 milliards d'euros) est à rapprocher de ce que rapporte l'impôt sur le revenu (I.R.P.P) soit 20 milliards environ. Il faut nous fixer un objectif : chasser la fraude, mettre des moyens à disposition et avoir le courage d'atteindre les objectifs. De même lorsque des voitures brûlent, c'est une omerta. Or cela représente un coût important pour les assurances (donc pour nous) et pour les pouvoirs publics.

- Il faut prendre en compte non seulement le montant des revenus mais également le nombre de personnes qui constitue le revenu fiscal.

Il est nécessaire que l'on ait l'information qui permette de connaître les différentes masses budgétaires du budget de l'État ou ceux des collectivités locales.

- Il est nécessaire de supprimer toutes les taxes sur l'eau, le gaz, l'électricité etc...

### DEPENSE PUBLIQUE

- Afin d'encadrer la dépense publique, il faut supprimer le Sénat qui ne sert à rien, et diminuer le nombre de députés. Limiter les députés à deux par département. Il faut revoir les avantages dont les élus bénéficient et les traiter comme les autres. Pas d'avantages spécifiques.

- On se focalise sur les dépenses mais il est nécessaire d'augmenter les recettes en allant chercher l'argent là où il est : taxation des transactions financières, niches fiscales, fraude fiscale, évasion fiscale, taxation des actionnaires.

- Plusieurs mesures sont proposées : abrogation totale du CICE (84 milliards), retour de l'I.S.F. (3 ou 4 milliards), augmentation du nombre de tranches d'imposition, en ayant plus de tranches, le système sera plus équitable. Augmentation du nombre de produits assujettis à la TVA à 5 %, restauration de la T.I.P.P., annulation de l'augmentation de la C.S.G. pour les personnes âgées, revalorisation des retraites et indexation de celles-ci sur l'inflation. Augmentation du SMIC (1 500 euros net). Augmentation des APL. Taxation des entreprises à 30% ; Taxation des entreprises importantes. Allocations familiales dès le premier enfant et proportionnelle au revenu. Taxation des laboratoires pharmaceutiques pour financer la recherche. Enfin nationaliser les autoroutes.

Le numérique, c'est bien mais combien de personnes vont rester sur la touche ?

## DEBAT NATIONAL

4 FEVRIER 2019 - ARGELES SUR MER

Limiter le nombre d'élèves par classe (plafond à 25élèves) donc nécessité de créer des postes qui pourraient être financés en supprimant des postes d'élus.

### SENAT

- Il est dangereux de dire que le Sénat est inutile c'est un contre pouvoir nécessaire. Aujourd'hui, les députés sont élus concomitamment avec le Président de la République. L'assemblée nationale se trouve de fait d'accord avec la Présidence, et le Sénat joue donc son rôle de contre pouvoir.

- Lors du débat parlementaire, les textes de lois font la navette entre les deux assemblées, et le dernier mot appartient à l'Assemblée nationale.

-On manque de contre pouvoirs au niveau de l'État.

-Il serait bon de désolidariser les élections des députés et du Président de la République. On pourrait s'inspirer des élections américaines à mi mandat.

- Il faut mettre fin aux privilèges des députés et sénateurs, qui bénéficient de mutuelles plus avantageuses, de prêts à taux zéro, et en cas de décès, les familles peuvent prétendre à un capital décès important.

### ORGANISATION ADMINISTRATIVE

-Trop de personnes : 36 000 maires,600 000 conseillers municipaux, 1 000 parlementaires,... Dans toutes les strates administratives, il n'y a plus de contre pouvoir au niveau national et pas davantage au niveau local. On ne fait plus appel au peuple. Il faut solliciter la population pour qu'elle donne son avis (Référendum d'initiative citoyenne)

- Il faut limiter le nombre de mandat (par exemple pas plus de deux mandats pour un poste). Cela permettra de renouveler les personnes. Quand de nouvelles têtes arrivent, ça fait changer les choses.

- Le nombre de conseillers généraux a augmenté (34 au lieu de 17) tandis que le nombre de cantons a diminué (17 au lieu de 31). Il serait nécessaire de mieux répartir les postes de conseillers généraux en fonction des territoires, et d'en diminuer le nombre.

- On a les sentiments d'une sur représentation d'élus et dans le même temps d'être bien moins représenté.

- Le mille feuilles administratif coûte cher.

- Le véritable pouvoir est à la Région et dans les intercommunalités (où ils ne sont pas élus). Les communes et les départements ont perdu leur pouvoir. Il est important que les membres des communautés de commune soient élus.

- Partisan du cumul des mandats : une même personne assurant plusieurs mandats. Cela permettrait aux élus concernés d'avoir une double mission à l'échelon national et local, d'où un contact avec le territoire et une meilleure proximité.

- Création d'un statut de l' élu, qui permettrait de connaître les rémunérations des élus. L' élu serait imposé sur ses revenus.

- La Cour des comptes donnent des avis (Rapport de la Cour des comptes) qui ne sont pas suivis.

- Il est nécessaire de supprimer toutes les commissions ministérielles qui ne servent à rien.

- Le revenu de solidarité active et l'allocation aux personnes âgées devraient être confiées à la CAF (caisse d'allocations familiales).

- Revenir au contrôle des allocations versées comme les allocations de rentrée scolaire par exemple.

- Il faut redonner du pouvoir aux communes qui sont proches des administrés. Il faut conserver cette proximité de la décision.

- Nécessité d'exercer un contrôle budgétaire.

### SERVICE PUBLIC

- Depuis 30 ans le niveau des services publics regresse.

- On assiste à un phénomène de lâcher prise de la part du gouvernement, lié à un manque de courage politique. Par exemple l'entreprise française Total qui fait des bénéfices et peut ne pas payer d'impôts. On ne fait rien pour supprimer

## DEBAT NATIONAL

4 FEVRIER 2019 - ARGELES SUR MER

les niches fiscales qui permettent ce genre de choses.

-Tous les services publics sont-ils utiles? Par exemple pourquoi ne pas concéder des services publics non régaliens comme la voirie à des entreprises après mise en concurrence.

Il faut distinguer les services régaliens et les autres qui pourraient être externalisés.

Il est difficile d'avoir un contact avec les responsables des services.

- Il peut être dangereux de privatiser les services publics, le Royaume Uni qui a privatisé les chemins de fer, en revient. On ne peut pas concilier la rentabilité et la notion de service public.

### CONDITIONS DE TRAVAIL

- Dans certaines grandes entreprises, malgré des difficultés pour y entrer, les gens finissent par abandonner car les conditions de travail sont trop difficiles, trop contraignantes, les charges de travail sont trop importantes.

- Dans les EPAD, notamment le manque de personnel impose à ceux qui travaillent des conditions de travail difficiles. Il y a un manque de personnels et de moyens criants.

- Les salariés d'aujourd'hui ont du mal à aider leurs parents en difficulté.

- Il faut embaucher des personnes médicalement formées dans les EPAD, même si cela coûte plus cher.

### DIVERS

-Nécessité de plafonner les loyers, surtout pour les étudiants.

- Revalorisation de l'allocation adultes handicapés (A.A.H.)

- Difficultés lorsqu'on est en fauteuil roulant, de se déplacer. Continuons d'améliorer la voirie et les accès des magasins et des services. Accessibilité des logements.

- Les jeunes veuves ne perçoivent pas tout de suite la pension de réversion de leur défunt mari. Elles devraient pouvoir en avoir la jouissance dès le décès.

- Recrutement des fonctionnaires, il vaudrait mieux embaucher des fonctionnaires sur leurs compétences et non sur diplômes.

- On est dans une phase de transition sociétale, comme au moment de la Renaissance en Europe. Il faudrait réfléchir sur l'évolution de nos sociétés.

- Il faudrait transformer toutes les aides en un revenu minimum de base. Attribution à tous de ce revenu, et libre à chacun de travailler en plus pour améliorer ses revenus. Rest à déterminer les modalités d'attribution de ce revenu.